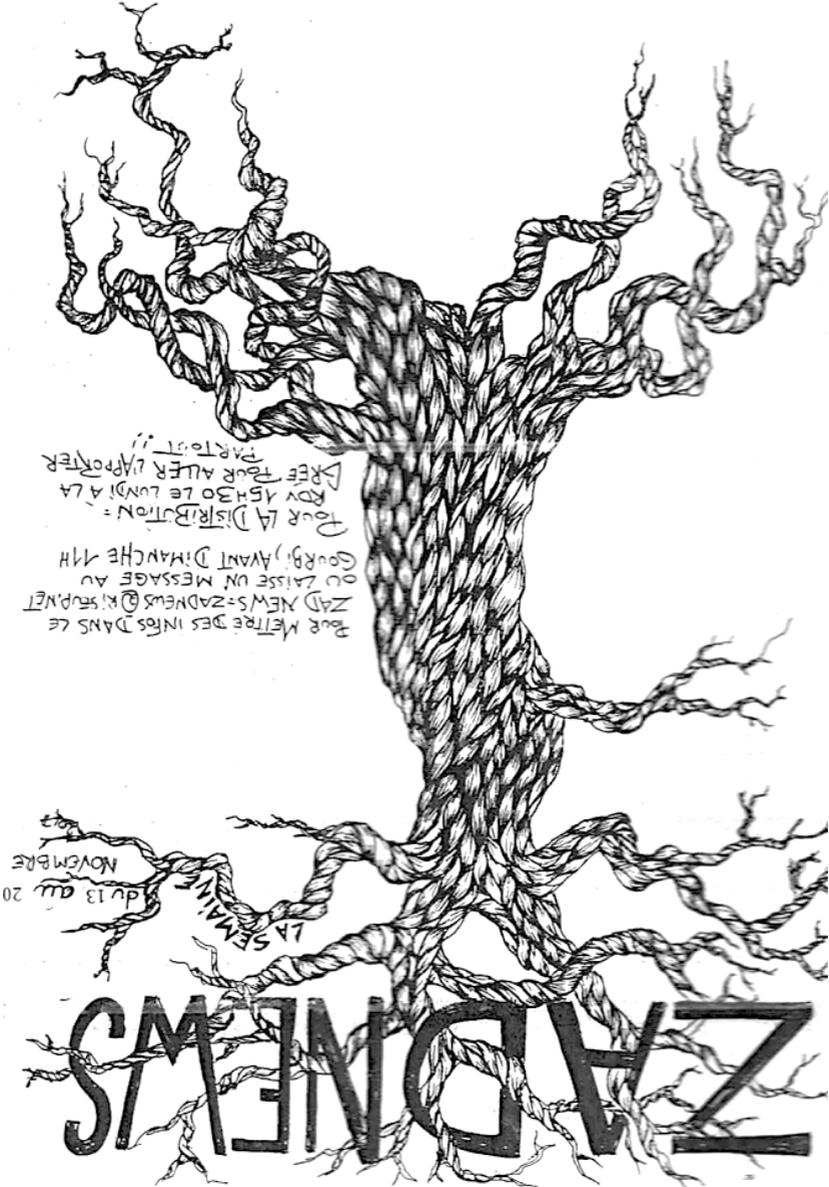


ZADISSIDENCES 2



pour la distribution =
RDV 15h30 le lundi à LA
BREE pour aller rapporter
PAROUST !!

pour METTRE DES INFOS DANS LE
ZAD NEWS = ZADNEWS@KIPUNET
OU LAISSE UN MESSAGE AU
GOURG, AVANT DIMANCHE 11H

LA SEMAINE
du 13 au 20
NOVEMBRE

ZADNEWS

Des voix off de la ZAD - 1ère vague d'expulsions - Avril 2018

Éditoto

Tu tiens dans tes mains le deuxième numéro de ZADissidences. Il est en deux parties pour pas être trop gros à diffuser, divisé entre la première et la deuxième vague d'expulsions. L'idée est ici de continuer à compiler des textes qui causent de la zad, critiquent la tendance dominante dans le mouvement de lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, et tentent d'enrayer ses pratiques autoritaires et réformistes.

Plus précisément, nous voulons participer à diffuser des voix de ce mouvement qu'on entend moins et qui refusent les choix et les visions politiques d'une partie des occupant·e·s, notamment celle qu'on entend beaucoup et qui depuis quelques mois préfère se nommer « *habitant·e·s* », (comme pour se défaire d'un costume devenu gênant). Ces conflits ne sont pas nouveaux, l'abandon du projet n'a fait qu'amplifier ce qui était déjà la direction prise depuis des années par quelques occupant·e·s en alliance avec les « *composantes* », direction qui en déjà fait fuir plus d'un.e depuis longtemps.

Zad dissidences 1 concernait la période allant de la « *victoire* » de mi-janvier et s'arrêtant au tout début des expulsions-destructions de début avril 2018. Celui-ci relate ces deux mois d'assauts et d'occupation militaires de la zad, avec en parallèle les nombreux rebondissements démocrates, des négociations aux « *fiches* ».

Nous avons écrit ces lignes dans un contexte de « *fin d'expulsions* » sur la zad, que l'état définissait comme « *ciblées* », et qui suivent leur cours par vagues plus ou moins annoncées et avec plus ou moins d'intensité. On ne va pas raconter ici dans le détail les expulsions, le siège de la zone, les affrontements, l'asymétrie face au dispositif militaire, entre les lieux attaqués et les lieux épargnés, entre les lieux soutenus et les autres, les destructions de cabanes (plus de 35), les arrestations (plus de 70), les peines de prisons (qui vont continuer à pleuvoir), et les blessés (plus de 300)...

On avait pu entendre la prévision clamée ces derniers mois que le mouvement d'occupation se retrouverait isolé et faible face aux expulsions. Qu'il serait donc suicidaire de ne pas aller négocier, que ce serait se couper du soutien vital des « *composantes* » du mouvement contre l'aéroport. On a pourtant vu débarquer des centaines de personnes, connaissant la zad ou non, pour la plupart hors de ces fameuses « *composantes* » dont il fallait tant prendre soin (et qui n'ont pourtant pas hésité à se désolidariser à la première occasion). Ces personnes sont venues sur zone affronter cette situation et faire douter l'état de sa maîtrise. Sa vieille stratégie couplée entre le militaire sur le terrain et l'administratif dans les négociations, et le médiatique pour la population, lui a permis de jouer l'épuisement et la dissociation, de maintenir la menace et la pression tout en sauvant la face démocratiquement. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela a bien fonctionné. Il faudra bien en tirer les leçons.

L'état a donc enfin trouvé comment sortir de son impuissance. Il a vu un tapis rouge déroulé devant lui par une partie du mouvement qui s'est proposée en interlocutrice, en donnant des signes de bonne volonté qu'il a su interpréter à juste titre comme des signes de faiblesse. De la route des chicanes aux fiches de projets individuels, en quelques mois la liste est longue de tous ces pas faits vers la préfète malgré qu'une à une toutes les limites que s'était donné « *le mouvement* » soient dépassées. Tout ça sans autre contrepartie de sa part, jusqu'à accepter des Conventions d'Occupations Précaires valables uniquement jusqu'à la fin de l'année 2018.

Chose étonnante, alors que la préfecture a finalement obtenu une liste très claire de noms et de parcelles concernées, on constate que le fameux flou du « *manteau* » l'est surtout pour les occupant·e·s elleux-mêmes. Illes doivent spéculer à partir des articles de la presse locale pour comprendre ce qui se joue, et même pour deviner si oui ou non une fiche a été déposée pour leur lieu, étant donné que cela s'est passé en moins de 48h et parfois sans leur consentement. : « *Euh, est ce que tu crois que quelqu'un aurait mis sur une fiche l'endroit où on vit sans qu'on le sache ? Et qui ? Dis, t'as vu, quand même, quatre élevages ovins sélectionnés, y doit bien y avoir les voisins dedans non ? Ben ouais, parce que j'en vois que trois, moi ! Mais alors peut être on est même retenu·e·s pour « l'avenir » malgré nous ?* ».

L'« *avenir* » nous dira ce qui parviendra à « *rester* », et à quel prix... En attendant, du côté de ce qui se vit sur place, beaucoup n'oublieront pas ces fameux « *6 points* » passés à la trappe, les intimidations et dissociations, et tant de promesses non tenues dans le face à face avec les troupes venues éradiquer la partie moins « *jolie* » de la zad.

Nous choisissons de ne pas attendre un hypothétique « *dénouement* » pour publier ces textes, parce qu'il nous semble urgent de permettre à chacune de se faire sa propre idée de ce qui se passe ici, par d'autres angles de vue que le lyrisme à grands moyens de ceux qui dirigent le navire de « *l'avenir dans le bocage* ».

Il y a beaucoup à dire sur le processus en cours dans cette fin de lutte. De nombreuses personnes sont arrivées sur la zad ces derniers mois, comme lors de la résistance à l'opération César de 2012. Elles parlent des AG fermées aux dits « *soutiens* », du mépris d'être reléguées au rôle de « *personnes de passage* » sans qui pourtant cette zone n'existerait plus depuis longtemps. Elles viennent avec leurs propres perspectives participer ici à la lutte contre le monde de l'aéroport, ce monde qu'elle subissent et combattent déjà depuis longtemps partout ailleurs.

De même pour ceux qui sont ici depuis plus longtemps, les côte-à-côte et face-à-face permanents entre des visions tellement opposées du sens de ce qui se joue ici minent le quotidien, et polarisent comme rarement on a l'occasion de le vivre dans ce monde pacifié à l'extrême.

Certain·e·s trouveront triste de donner tant de place à ce qu'elles préfèrent appeler des « *embrouilles internes* » et se diront que ça n'a pas vraiment d'importance comparé aux grands enjeux de « *l'avenir* » de la zad. D'autres sauront y voir la densité des réels conflits politiques que la situation révèle, et chercheront à en tirer des leçons pour d'autres luttes. Déjà beaucoup sont parti·e·s écoeur·é·es, d'autres tiennent le coup vaille que vaille. Il y aura encore tant à raconter et à discuter de cette aventure dans les temps prochains avec ceux qui voudront y donner de la place.

On imagine pas que cette compilation soit lue d'une traite. Les textes ne sont pas écrits du même point de vue et ont chacun leur propre histoire à prendre en compte séparément. Mais on peut sentir qu'ils ont en commun une sorte de rage. Et ces temps-ci, c'est notamment cette rage qui nous permet de nous reconnaître dans la tempête. On a choisi ces textes-là parmi d'autres, sans être nécessairement en accord sur tout. On vous encourage à aller en lire d'autres sur internet.

Le Zadnews, hebdomadaire de la zad, a vécu une période de galère due aux expulsions, tant pour déposer des contributions dans des lieux qui n'existent plus ou avec internet difficile d'accès, que dans le travail de mise en page en équipe très réduite débordée et avec de petits moyens, sans parler de l'impression et de la distribution au milieu du carnage. Une spéciale dédicace à qui l'a fait exister malgré tout. Bon, du coup, même si la plupart des textes sont passés par le Zadnews, on suit plutôt la chronologie de leurs parutions sur internet. Cette fois la parole n'est pas restée sur zone...

Merci encore pour toutes ces contributions, et prenez soin de vous !

Merci de les lire, et tenez bon !

Et ne soyons pas tristes, car tout ce qui a été vécu dans cette lutte, y compris ces derniers mois, continue de nourrir des parcours et des rencontres contre ce monde de merde.

A la prochaine !



Résumé partiel des épisodes précédents

08 Mars : La préfète confirme les expulsions à la fin de la trêve hivernale « *L'intervention des forces de l'ordre se fera* » avec discernement », assure Nicole Klein, et visera des lieux d'habitation abritant des personnes refusant de s'inscrire dans une démarche de régularisation. » Les menaces sont claires. Source : Presse Océan

12 Mars : Les travaux de la route touchent à leurs fins, il ne reste que quelques zones où finir le bitume « *Le contrat est rempli* ». Des composantes communiquent que « *toute tentative d'expulsion ferait l'objet d'une réaction forte et immédiate* », le Cedpa se dissocie de cet appel. Source : Presse Océan

12 Mars : AG extraordinaire du mouvement.

12 Mars : Appel à semaine de chantier sur la ZAD du 1er au 8 Avril, en plus de la présence à l'Ambazada d'une brigade du pays basque. L'appel ne parle encore que de « *menaces* » d'expulsions... Source : ZAD nadir

14-15 Mars : Dans la nuit, quelques bouts du nouveau bitume de la D281 sont arrachés alors que la route devait être rendue circulante dans les jours qui suivent. Sans doute pour protester contre le fait qu'aucun ralentisseur hormis des cordes n'est visible sur cette route, malgré la fin des travaux et son ouverture annoncée, et les engagements du mouvement à les « *réclamer* » aux autorités.

19 Mars : « *À propos de l'interruption des travaux sur la d281, des menaces d'expulsions et de nos engagements communs.* » : texte de dissociation du « *sabotage* » de la D281 et parlant « *d'engagements communs* » (sic), alors qu'il n'y a toujours pas de ralentisseurs en vue. Source : ZAD nadir

19 Mars : Comité de pilotage et rassemblement clairsemé devant la préfecture à Nantes.

20 Mars : Assaut sur la Gaiété pour kidnapper une personne ayant publiquement assumé le débitumage de la D281. Celle-ci sera tabassée jusqu'à avoir des membres fracturés, et emmenée dans un coffre pour être « *déposée* » devant un HP...

20 Mars : Rencontre stérile entre Le Cornu et la « *délégation inter-composante* ». Rien n'y sera porté vis-à-vis des ralentisseurs sur la D281. L'État reste sur sa position, déjà claire depuis un moment : il y aura bien expulsions à la fin de la trêve hivernale, pas d'entité collective mais des déclarations individuelles et « *les normes doivent être respectées* ». Toutes les « *demandes* » de la délégation sont rejetées. Source : Indymedia Nantes

20 Mars : La Freusière est incendiée.

20 Mars : AG extraordinaire « du moment » (histoire d'entretenir le flou entre « des usages » ou « du mouvement » ?).

21 Mars : Au matin, Le Cornu fanfaronne sur la D281 : « *La main de l'Etat ne tremblera pas* ». L'accueil est mitigé selon les lieux. *Source : Presse Océan*

21 Mars : Depuis la destruction de Lama Faché, les personnes de la zone non-motorisée et leurs soutiens construisent le camps de la massacrée. « *Appel à sur-occupation à la massacrée* ». *Source : Indymedia Nantes*

22 Mars : « *Toujours armé-e-s contre le béton* ». *Source : Indymedia Nantes*

22 Mars : AG des zab' qui écrit un court texte condamnant les milices tout en continuant d'affirmer ne pas savoir qui mené l'attaque de la Gaiété. *Source : Indymedia Nantes*

25 Mars : Malgré la fin des travaux de la route, la présence policière se renforce. Les incursions ailleurs que sur la D281 se multiplient. Les cordes qui y servent de « ralentisseurs » sont régulièrement volées, des chicanes mobiles sont montées pour les remplacer puis défaites sous la pression policière, qui restent occuper le terrain.

27 Mars : Des occupant.e.s des alentours de la route s'organisent hors assemblée pour ramener des remorques de pneus au milieu des patrouilles de flics pour préparer des barricades.

28 Mars : Annonce de la fin des travaux sur la D281.

30 Mars : Texte contre les expulsions de « *l'ensemble des habitant.e.s de la ZAD* ». Les occupant.e.s y ont iels participé.e ? *Source : Indymedia Nantes*

31 Mars : Manif contre toutes les expulsions à Nantes.

03 Avril : AG des usages qui publie un texte en réaction aux menaces d'expulsions. *Source : ZAD nadir*

03 Avril : La date du début des expulsions se confirme : le 9 Avril.

04 Avril : quelques « *ex-totos* » (probablement membres du CMDO) publient une « *mise au point* » assez crapuleuse sur le site de la ZAD.

06 Avril : AG exceptionnelle sur la ZAD contre les expulsions.

07 Avril : Intercomité, qui publie un appel à mobilisation.

07 Avril : L'ACIPA publie un communiqué contre des expulsions, demandant aussi de laisser les routes ouvertes pour ne pas donner de prétextes pour expulser, comme si l'État en avait besoin...

08 Avril : Les Gms ferment la D281 à la circulation en voiture. Mais n'ont-ils pas entendu l'ACIPA ? Pendant ce temps des barricades poussent un peu partout.

Pour resituer certains trucs qui prennent beaucoup de place dans cette lutte et donc dans les textes qui suivent

Coord : « *Coordination d'opposant.e.s à l'aéroport* » regroupant une cinquantaine d'assos, partis, syndicats et orgas citoyennes (dont l'ACIPA principale asso citoyenne contre l'aéroport, l'ADECA asso des exploitants agricole de la zone, Europe Ecologie Les Verts, le parti de gauche, ATTAC, le Modem, Solidaires, la Confédération Paysanne, etc)

COPAIN : collectif regroupant une soixantaine d'agriculteurs des environs contre l'aéroport où la confédération paysanne prend beaucoup de place.

CMDO : « *Comité pour le Maintien De l'Occupation* » est un regroupement d'occupant-es de divers lieux, dont les initiatives sont principalement axées sur l'organisation avec les « *composantes du mouvement* » pour des événements spectaculaires contre l'aéroport et pour imaginer un « *avenir sans aéroport* ». Ce groupe au départ secret s'est peu à peu « *autonomisé* » du reste de l'occupation, n'acceptant pas les critiques qui pouvaient, une fois son existence connue, leur être faites sur leurs méthodes qui privatisaient avec les autres « *composantes* » les décisions du mouvement.

A.G. des Usages : assemblée créée en septembre 2017, avec pour objectif de préparer l'« *avenir sans aéroport* ». Sa vocation est de créer une délégation et des arguments pour aller négocier avec l'état après l'abandon du projet. Elle a été mise en place par un accord entre le CMDO et les « *composantes* », laissant de côté comité locaux et autres non-affilié.e.s. S'y sont joint d'autres occupant.e.s pour au départ surveiller ce qui s'y disait et faire que les décisions y soient le moins pire possible, jusqu'à finir par y reconnaître une légitimité et pleinement y participer. Elle fonctionne par commissions, échanges de textes (mais seulement de « *composantes* ») et compte-rendus. Ses réunions n'étaient, en général, pas annoncées publiquement, et au fur et à mesure il devenait de plus en plus difficile de suivre les débats qui s'y déroulaient tant ils devenaient techniques qu'au vu du temps que cela demandait. Les personnes qui ne sont pas « *habitantes* » depuis longtemps sont priées de ne pas prendre la parole lors de ces assemblées. Elle est parallèle à l'AG du mouvement, ouverte à tou.te.s, qui se retrouve ainsi de fait dépossédée de certains débats.

Chronologie de la 1ère vague d'expulsions

Semaine du 09 au 15 Avril

09 Avril : Début des expulsions. Les flics arrivent dès 3h du matin et se positionnent sur la D281 et la route des fausses noires jusqu'à 6h, où ils commencent à expulser et détruire. Leur objectif de la journée est la destruction d'une dizaine de squatts sur la apparemment quarantaine concernés par l'ensemble de l'opération. La chévrerie résiste vaillamment aux différents assauts et est encore debout le soir.

09 Avril : Parution de « *seconde manche* » sur lundi.am (site appeliste), texte continuant à parler d'une unité avec des « *Nous* » et des « *le mouvement* » mais mettant les expulsions sur le dos des auteurs du « *débitumage* » de la D281.

09 Avril : Le Cedpa et Verchère se dissocient dans la presse et ne défendront pas les occupant.e.s.

09 Avril : AG d'expulsions à la Wardine, avec le constat que les occupant.e.s sont loin d'être isolé.e.s. Beaucoup de « *soutiens de l'extérieur* » sont sur place.

10 Avril : Les expulsions continuent. D'après la préfecture, 15 lieux ont été détruits. Il semble que le point de cristallisation sur les vraie-rouges a permis de faire diversion pour pouvoir raser tranquillement les cabanes de la zone non-motorisée. Interrogée sur la destruction des 100 noms, la préfète continue à mettre la pression sur ceux qui aimeraient se légaliser « *Je n'ai eu aucun projet individuel de déposé, aucun des squats expulsés ne faisait objet d'un projet individuel* ».

10 Avril : AG d'expulsions. Y est critiquée la sur-médiatisation de l'expulsion des 100 noms plutôt que les autres.

11 Avril : 13 autres lieux sont rasés ou en cours selon la préfecture. Énormément de blessé.e.s ce jour-là. Une liste de permis de démolition émise par la mairie de Notre-Dame-des-Landes montre que les fausses noires et les vraies rouges ne sont pas concernées. À plusieurs reprise l'électricité et l'eau sont coupés dans différents lieux/quartiers (La Grée au départ, puis Wardine, fausses noires, ...).

11 Avril : AG des usages déplacée au hangar de l'avenir et appelée uniquement par texto. Y est dit qu'il faut une assemblée spéciale pour les nouveaux et nouvelles arrivant.e.s pour leur préciser les enjeux de la lutte et éviter le « *syndrome post-barricadier* ». Et ça reparle de négociations...

12 Avril : Annonce de la fin de la première phase d'expulsions par Macron et la préfecture. Selon leurs déclaration 29 lieux auraient été rasés, mais le décompte est bien en deça du nombre réel de cabanes détruites (plus de 35). L'activité sur zone de la police ne serait plus qu'une opération de protection du déblaiement des restes de cabanes, d'ouverture des routes et pour empêcher les reconstructions, bref, du « *maintien de l'ordre* ». Dans les faits : des dizaines d'arrestations, des contrôles routiers, des contrôles d'identité sur zone, des affrontements, des blessé.e.s, des destructions de lieux qui continuent en loosedé...

12 Avril : AG des usages. Pendant cette AG, COPAIN a la préfecture au téléphone, qui marchande l'annonce dans la presse de la fin de l'opération contre le retrait des tracteurs.

13 Avril : La prefecture « *tend la main* » (celle qui ne tient pas la grenade) en agitant un « *formulaire simplifié* » qui permettrait de signer une COP temporaire. Perquisition à la Grée, les flics attaquent les lascars à la Saulce. Beaucoup de blessé.e.s, et d'arrestations, de lourdes peines de prisons prononcées ce jour là.

13 Avril : AG « *des nouveaux arrivants* ». Elle est conflictuelle, le mandat de la délégation est rapellé, selon quoi les négociations devraient être rompues dans les conditions actuelles.

14 Avril : Manifestation à Nantes.

14 Avril : « *Rien n'est fini, tout recommence !* » Des « *occupant.e.s* » y affirment « *Dans les circonstances actuelles où les menaces d'intervention policières sont toujours présentes, il nous paraît très difficile d'envisager la reprise du dialogue.* »

14 Avril : « *Invitation à la solidarité depuis la ZAD de NDDL contre les violences militaires du gouvernement français* ».

15 avril : 1ère manif de réoccupation (de Bellevue au Gourbi) « *Le temps est venu* ». Pendant ce temps, à l'Est, la Grée est nassée rendant leur appel à aller récupérer / réoccuper les cabanes détruites impossible à réaliser. À 19h a lieu à la Saulce l'affrontement le plus violent depuis le début des expulsions. Des blessé.e.s par dizaines en deux heures.

Semaine du 16 au 22 Avril

16 Avril : La nouvelle charpente du Gourby est assitôt détruite au petit matin par des blindés. Les flics continuent les déblaiements. L'AG des usages décide qu'il

faut reprendre le « dialogue » avec la préfecture. Y est aussi lu « *Prise de parole à l'assemblée des usages du 16 avril 2018 des "Soutiens de l'Exterieur"* ».

17 Avril : La préfète se promène sur la ZAD. « *On n'est pas idiot, il y a des lignes qui peuvent bouger, indique l'un des porte-parole de la Zad [à la presse]. On a compris qu'il fallait faire évoluer nos positions et réfléchir à différents « cadres » permettant aux uns et autres de rester. Mais on veut avoir des garanties, trouver une forme qui n'exclut personne et qui n'étouffe pas notre volonté de porter des projets collectifs et solidaires, tels qu'on les construit ici.* ».

18 Avril : Rencontre entre la « *délégation inter-composantes* » et la préfecture, avec le patron d'Ushuaïa. Ils ne reculent pas d'un pouce : il faut signer les fiches simplifiées individuelles.

18 Avril : AG des usages. Des personnes critiques y dénoncent son réel et unique objectif, celui d'aller négocier. Il y a parallèlement des tentatives de s'organiser hors de ce cadre sur d'autres bases.

18 Avril : Verchère étale sa dissociation dans la presse et quitte le mouvement. Ciao pantin.

19 Avril : Réunion appelant à « *discuter de l'état des négociations après le refus de la COP globale par le gouvernement* », et se concentrant sur le dépôt de « *fiches de projets individuels, nominatifs mais inter-dépendants* ». Pour Julien Durand dans la presse : « *La solidarité, c'est ne pas s'entêter à continuer les conneries de s'appeler Camille. C'est faire le minimum pour sauver le maximum* »...

19 Avril : Parloir sauvage à la prison de Carquefou.

<https://nantes.indymedia.org/articles/41025>

20 Avril : Dépôt à la préfecture du dossier rassemblant quarante « *fiches projets* » dont plus des deux tiers concernent des activités agricoles. Avec un beau schéma et tout et tout.

20 Avril : Julien Durand craque et vomit dans la presse « *[...] c'est vrai, à une époque, l'Acipa a soutenu la ZAD. Sauf qu'aujourd'hui, l'aéroport est abandonné, "la zone à défendre", c'est fini. Alors, les zadistes radicaux, allez voir ailleurs !* »

<https://www.lci.fr/societe/zad-notre-dame-des-landes-les-leaders-historiques-multiplient-les-appels-a-la-raison-julien-durand-acipa-sylvain-fresneau-2085063.html>

20 Avril : AG du mouvement à la Wardine. Des positions sont exprimées contre la signature des fiches. La facilitation est critiquée comme n'étant pas neutre et quitte son poste.

21 Avril : « *Des occupant.e.s* » écrivent leur ras-le-bol de Julien Durand aux adhérent.e.s de l'ACIPA. <https://nantes.indymedia.org/articles/41034#comment-288890>

21 Avril : Des conflits autour des barricades commencent à agiter la zone et se poursuivront la semaine suivante. Un lieu à l'ouest (St Jean du Tertre) qui ne se sent pas menacé par des expulsions à ce moment-là détruit les barricades faites par des lieux menacés car ils n'ont pas remplis de fiches, sans leur demander ni venir à la réunion de quartier. D'autres conflits autour des barricades auront lieu jusqu'à la deuxième vague d'expulsion.

Semaine du 23 au 29 Avril

23 Avril : Attaque de véhicules de l'entreprise Louis XVI (fourrière nantaise participant aux expulsions) par « *l'amicale Verts Chers* ». <https://nantes.indymedia.org/articles/41065>

23 Avril : Fin de l'ultimatum de la préfecture pour le dépôts des fifiches. Annonce par la préfecture dans la presse d'une « *trêve* » (pas d'expulsions, mais toujours des opérations policières de « *maintien de l'ordre* ») jusqu'au 6 Juin.

24 Avril : Les 4 familles d'agriculteurices exproprié.e.s encore sur zone signent leur COP dans leur coin.

24 Avril : « *Appel intergalactique en provenance de la ZAD* » <https://nantes.indymedia.org/articles/41076>

25 Avril : La priorité de certains « *habitant.e.s* » de la ZAD semble être de s'excuser platement aux voisin.e.s des désagréments causés par... la présence policière... <https://nantes.indymedia.org/articles/41079>

25 Avril : Le squatt « *L'ance noire* » a Fay s'est fait expulsé en loosedé.

26 Avril : E. Philippe annonce dans la presse que les expulsions reprendront à partir du 14 Mai.

28 Avril : Manif anti-repression à Nantes.

28 Avril : « *Déclarations et bla-bla d'un premier ministre : "les menaces doivent cesser" crie la naïveté!* » <https://nantes.indymedia.org/articles/41128>

29 Avril : Grand jeu « *Passe à l'Est* » pour essayer de passer la D281 occupée par les keufs et reprendre les lieux détruits. <https://nantes.indymedia.org/events/41053>

Prise de position de la légal team sur les actions de milice à la ZAD

Publié sur indymedia nantes le 30 Mars 2018

Mardi 20 mars dernier, 5 personnes cagoulées, armées de battes de baseball et de gazeuses ont fait une incursion dans un squat sur la ZAD. Ils ont tabassé les personnes sur place pour embarquer une personne, mains et jambes ligotées, scotch sur les yeux et la bouche. Ils mettent la personne dans un coffre de voiture et repartent aussitôt. Plus loin ils la tabassent encore et lui cassent une jambe et un bras, pour finalement l'abandonner à coté d'un hôpital psychiatrique.

Son tort, c'est d'avoir voulu mener une action contre un projet de l'état qui ne colle pas avec la stratégie dominante dans le mouvement, c'est à dire celle d'inviter la préfète, les flics et les aménageurs sur la ZAD pour négocier avec eux.

On est bien au delà de la phase d'essayer de dire gentillemeent à certains groupes qu'ils vont trop loin, des remises en question, etc. Pour autant on trouve ça aussi craignos qu'il n'y ait quasi pas de prises de position après cette opération dégueulasse d'aspirants flics. Pour comparaison, quand des journalistes invité.es par l'ACIPA se sont pris un peu de compost, une boulangerie s'est mise en grève, les assemblées ont du déménager, l'internet d'un lieu a été coupé, etc...

Une partie du mouvement veut essayer de gagner des points auprès de l'état en faisant le travail des flics. Des offrandes dont ils croient qu'elles vont motiver l'état à donner des cadeaux à son tour. Cette opération montre que la répression d'où qu'elle vienne, revient grosso modo à la même chose :

On cherche à punir ceux qui dérangent. On cherche à menacer ceux qui pourraient vouloir le faire. On profite de l'impunité policière en faisant partie des groupes dominants, avec le plus de moyens et la meilleure organisation.

On défend les intérêts de l'état et des citoyens privilégiés avec de la violence et des rapports de force. Un nombre important de personnes peuvent être gênantes pour le pouvoir, par contre la répression est adaptée à la classe sociale. Les personnes trop connectées, trop bien vues, on ne va pas les mettre à l'hôpital pareil, juste des coups de pression, des insultes, du mépris, ...

Par contre une personne plus vulnérable, on se permet. On reproduit même l'aspect classiste de la répression d'état. En plus, on s'est permis de faire le procès de la victime le soir même dans l'assemblée du mouvement.

En déposant la personne devant un hôpital psychiatrique, on rajoute une touche de validisme. C'est bien la place pour les personnes qui dérangent. Qu'on expose une personne ainsi au risque de se faire placer en HP sous contrainte, par exemple si elle avait eu des antécédents psychiatriques, ils en ont forcément rien à foutre, voir ça les aurait arrangé.

Les forces réactionnaires dans toute leur splendeur. Ce qui est hallucinant, c'est qu'il y en a toujours qui prétendent que sur la ZAD on essaie de s'organiser sans faire recours à la police et la justice. Que ici on fait commune, que ici on est révolutionnaire.

Pour la légal team, cet acte représente ce contre quoi nous avons toujours lutté. On rappelle qu'un mouvement de lutte n'est pas à l'abri des rapports d'inégalités, les oppressions et leurs aspects mêmes les plus violents, et on vous invite à réfléchir et agir pour éviter dans d'autres luttes que certains prennent le dessus pour rétablir le pouvoir des classes dominantes, et du coup, de l'état.

Rrrrr-appel

Publié sur indymedia nantes le 1er Avril 2018

Dans le contexte actuel, à la Zad comme ailleurs, c'est toujours intéressant de se rappeler quelques unes des bases politiques auxquelles certaines personnes ou groupes ne veulent pas être associées en facade, mais qui font tellement clairement écho à leurs pratiques dégueulasses... que ça leur colle à la peau. Pour mémoire, un petit extrait de l' « Appel », ce livre écrit en 2003, référence pour certain.e.s, et ses « 6 propositions » dont voici un passage. Ca parle suffisamment de soi-même pour ne rien avoir besoin d'y ajouter...

« Proposition V :

A toute préoccupation morale, à tout souci de pureté, nous substituons l'élaboration collective d'une stratégie.

N'est mauvais que ce qui nuit à l'accroissement de notre puissance.

Il appartient à cette résolution de ne plus distinguer entre économie et politique.

La perspective de former des gangs n'est pas pour nous effrayer ; celle de passer pour une mafia nous amuse plutôt. »

Quand Lama fâché, lama cracher !

publié sur indymedia nantes le mardi 10 avril 2018

Ce texte a été distribué une première fois lors de la manif du 31 mars dernier contre toutes les expulsions à Caen. Nous l'avons distribué à nouveau ce lundi soir alors que quelques 200 personnes ont arpenté les rues avec une belle énergie avant de rejoindre une gare SNCF vide et sans trains au départ. Les flics se sont fait discrets.

Nous souhaitons en distribuant ce texte manifester notre solidarité face aux expulsions en cour dont la première de Lama fâché. Mais en même temps signifier d'où cette solidarité s'exerçait et comment elle n'était pas dupes des jeux de pouvoir sur zone, et des appétits de composition qui tracent leur chemin à la ZAD comme dans bien d'autres villes...

Enfin ce texte écrit fin mars ne rend pas compte de l'agression qui s'est passée sur la ZAD ces derniers jours.

« Tous les partis, les syndicats, Et leur bureaucratie, Oppriment le prolétariat, Autant que la bourgeoisie. (...) » Comité pour le maintien des occupations (CMDO) [l'original pas la copie] La commune n'est pas morte, juin 1968

Le 17 Janvier dernier, le gouvernement Macron décide de mettre un terme au projet d'aéroport de Notre-Dames-des Landes. Une fois n'est pas coutume, un projet d'envergure est stoppé par ses opposant·es. Inutile de préciser que Manu n'est en rien conquis par les vertus d'un bocage débarrassé de ces masses de béton. Ses amitiés et ses intérêts sont tout autres. Seulement, il y a là une occasion stratégique à saisir, celle de désarmer un mouvement de solidarité qui habite davantage qu'un bocage : des vies et des imaginaires. Et ce en normalisant un espace où s'enracinait un lutte remettant en cause, pour nombre de ses protagonistes, bien davantage qu'un aéroport.

Malheureusement, et comme il est souvent de coutume en de telles circonstances, certaines franges du mouvement ont décidé de répondre positivement à cette normalisation. Dans les heures qui suivent l'annonce gouvernementale l'Assemblée du mouvement décide autoritairement de plier aux recommandations de la préfecture en ouvrant la voie à une occupation militaire du site, en acceptant de débarrasser de ses chicanes la D281.

Et ce en expulsant, contre des habitant·es, deux cabanes occupées ponctuellement ou plus durablement. Rapidement, des troupes de gendarmes mobiles prennent possession des lieux. Drones, appareils vidéos et micros directionnels envahissent le paysage.

Si cette même Assemblée a, dans un texte en 6 points, affirmé vouloir maintenir l'unité des composantes en lutte, s'opposer à toutes les expulsions et prendre en charge l'avenir du mouvement, ses premiers gestes auront été d'une part de « libérer » une partie de la ZAD et de l'offrir à son nouveau partenaire, l'Etat ; et d'autre part de négocier avec le pouvoir. Le 19 mars, l'Assemblée appelait ainsi à un rassemblement pour soutenir « *une délégation intégrant l'ensemble de ses composantes - habitant.e.s, paysan.ne.s, élu.e.s, naturalistes, voisin.e.s.* » représentant paraît-il l'ensemble du mouvement. Le vieil adage qu'en Politique il faut avant tout juger les actes plutôt que les paroles s'applique une nouvelle fois...

Lorsqu'en 2012 l'état ordonne de lancer l'opération César contre la ZAD, il ne se doutait pas tomber sur un os. En quelques jours l'évacuation s'embourbe dans cette zone humide avant que quelques 50000 personnes ne décident de réoccuper les terres, et de construire des cabanes. Cette journée, où les militants et militantes politiques, associatifs et syndicaux étaient invités à ranger leurs drapeaux respectifs, marquait la prélude d'une résistance massive et déterminée, le fameux « *kyste* » décrit par Manuel Valls.

Dans ce coin, il y a eu de nombreuses luttes dans le passé, des liaisons entre paysans et ouvriers de 68 aux luttes antinucléaires contre les centrales du Carnet et du Pellerin. Les complicités fragiles mais riches, qui ne manquèrent pas de se tisser, s'enracinaient dans les luttes passées, tout autant que dans un fort sentiment de résistance aiguë dans des occupations débutées quelques années plus tôt.

Seulement, au fil des ans et du succès de cette lutte, les complicités légitimes tissées dans cette résistance ont fini par laisser place à une manière stratégique et instrumentale de se rapporter à la lutte : la composition.

Contrairement à l'image que certain·es n'ont eu de cesse de véhiculer, les conflits ont toujours existé sur la ZAD et dans le mouvement contre l'aéroport. Les con-

flits du quotidien dans la manière de vivre l'occupation entre éleveurs et anti-spécistes, entre antiféministes et féministes, etc. Mais également dans les manières de vivre la lutte entre partisan-es de l'action directe et de la désobéissance, entre institutionnels et autonomes, entre assembléistes et affinitaires, entre médiatiques et anti-médiatiques, entre « *contre l'aéroport* » et les « *contre ce monde* ».

Ce qui se vit là-bas s'est construit sur la juxtaposition des logiques. Le slogan contre les grands projets inutiles recouvrait dès l'origine des intentions et des modes opératoires totalement opposés. L'extrême-gauche y voit une gabegie économique ; EELV un projet peu compatible avec leur vision du capitalisme vert ; les agriculteurs, des terres qu'on leur vole ; les primitivistes, une atteinte à une nature sanctifiée ; et certains radicaux, un des nombreux aménagement de nos existences par le capital et l'Etat. Les trois premiers espèrent un aménagement du territoire par l'Etat et le capital plus à même de correspondre à leurs désirs, les deux derniers veulent pour des raisons parfois peu compatibles en finir avec l'aménagement du territoire. Par ailleurs certaines sont des gestionnaires, les autres promeuvent horizontalité et auto-organisation.

Ce qui tenait tout le monde ensemble c'est que chacun et chacune a toujours eu besoin de l'autre pour que la lutte continue. L'ACIPA des zadistes pour occuper les terres vouées à la destruction, les zadistes des agriculteurs et des organisations pour leur servir de bouclier et légitimer leur lutte. Les rapports qui nouent les groupes entre eux ne sont plus dès lors que des rapports de dépendances réciproques qui les lient sur un mode instrumental. Même si bien évidemment la lutte et la vie recèlent des moments beaucoup plus chouettes.

Derrière l'image d'unité qui est véhiculée, se terrent des antagonismes profonds qui ne demandent qu'à resurgir à chaque fois que l'occasion se présente comme lors d'un caillassage de flics. Il y aura toujours alors un Julien Durand de l'ACIPA pour dénoncer dans la lignée de Bové ou de Mélenchon, les dangereux irresponsables peuplant le bocage voué à destruction, ou une équipe des Verts pour singer l'ouverture d'une maison équipée de bottes achetées la matin même à Montparnasse.

Ce qui ne manqua pas d'arriver à bien des reprises comme lors de la manif de Nantes de février 2014 où l'on vit un Julien Durand, porte-parole de l'ACIPA, jouer les contorsionnistes en se dissociant de la casse tout en évitant de condamner les casseurs, bref marquer sa désapprobation tout en cherchant à maintenir l'unité avec les occupants et occupantes de la ZAD dont il avait encore besoin. Dans les mois qui suivent l'entreprise de pacification consistera à refuser toute nouvelle manif à Nantes. Injonction à laquelle ne manquera pas de répondre une partie des « zadistes ».

Cette composition s'organise autour de composantes qui empilent les acronymes. L'ACIPA est une des associations historiques des anti aéroports. La coordination des opposants qui réunit les organisations. Le COPAIN réunit les agriculteurs principalement liés à la Confédération Paysanne. Enfin, l'Assemblée de mouvement, initiée par des occupant·e·s.

" Pendant longtemps, c'est resté un endroit de débat et de mise en commun des idées et projets des différents bords, sans prétendre y décider de façon unitaire. Pour moi, le « mouvement » était lié à cet espace créatif où différentes tendances s'informent et se répondent, s'affirment et se critiquent, et sans renier leur autonomie d'initiative. Je crois que c'est ça que certains ont commencé à appeler « composition », en tous cas moi c'est là que j'entends ce mot pour la première fois. Sur le coup, j'ai pas fait trop gaffe, ça parlait du « mouvement » et de ses « composantes ». Plus tard, je me suis dit que le concept de composition ressemblait plutôt à une manière de pacifier la situation, d'en parler en mots séduisants sans laisser apparaître le conflit et la contradiction. Bref de nous endormir quoi. Jusqu'à appauvrir cette ébullition en cherchant sans arrêt une « voie du milieu », et que dans « mouvement » on finisse par oublier la diversité qui surprend pour en faire une masse qui bouge « tous ensemble »."

Témoignage, Le mouvement est mort vive... la réforme !, Une critique de la composition et de ses élites, Février 2018, par un groupuscule insignifiant.

Il ne manque jamais d'autoproclamés stratèges révolutionnaires ou réformistes pour au nom de l'unité, du pragmatisme, de l'urgence imposer une direction et une unicité au mouvement.

Des chefs ont fini par se dégager au sein même des occupant·e·s, mobilisant leur force matérielle, leurs réseaux, leur puissance... non pas seulement au profit de

l'ensemble de la communauté, mais pour structurer une hégémonie idéologique sur la zone et la lutte. Ils et elles ont condamné au côté des « institutionnels » des actions... comme l'attaque d'une voiture de journaliste. Mais également celle, à l'aide d'un jet de purin, d'une conférence de campagne électorale de la France Insoumise à la Vacherie, lieu occupé de la ZAD. Leur vision de la composition signifie faire taire les divergences et imposer une discipline de mouvement.

A la manœuvre, le Comité pour le maintien des occupations (CMDO) et quelques complices, pompeusement baptisé de la sorte en référence à son ancêtre situationniste de 68. Ancêtre qui ne manquait pas à l'époque de marquer une distance rédhitoire avec l'ensemble des bureaucraties syndicales et gauchistes. Dans ce comité de vieilles gloires de l'autonomie qui n'hésitent pas à jouer les portes paroles médiatiques, à activer des complicités avec les bureaucrates de tous poils, à accepter le jeu de la négociation avec l'Etat. Bref, à devenir des gestionnaires de lutte.

Ces mêmes gloires, du fait de leur origine de classe, monopolisent les ressources et les discours, disqualifient systématiquement leurs adversaires, les insultent, les menacent. Les derniers incontrôlables qui n'avaient pas encore déserté les Assemblées du mouvement, finissent par s'en barrer, écœurés.

La composition finit par montrer ses limites une fois l'objectif atteint ou la lutte défaite. Si un texte en 6 points revendique officiellement la gestion de la ZAD par une instance issue du mouvement, les composantes du mouvement cherchent pour l'essentiel la négociation. Pour autant, pour le moment l'Etat ne lâche rien.

Une Assemblée des usages avait marqué depuis quelques mois ce soucis de penser l'après aéroport. Sur ce terrain, certains comme l'ACIPA ou le COPAIN avaient de l'avance. La proximité de nombreux et nombreuses de leurs protagonistes avec des anciens et anciennes du Larzac leur permet d'agiter quelques vieilles recettes. Celles d'une zone normalisée, sous bail STCL avec l'Etat, cogérée par la confédération paysanne et les écologistes d'Etat. C'est cette option que défend d'ailleurs José Bové militant EELV, ami d'Hulot et de Julien Durant de l'ACIPA, et ancien du Larzac en janvier dernier.

La normalisation de la D281 marque l'emprise de cette stratégie. Habitué à son hégémonie le CMDO ne prend à cette occasion même plus soin des formes, et ne s'appuie même plus sur un vote d'Assemblée. Les jours qui suivent, quelques 200 personnes démontent les barricades non sans bousculer les quelques récalcitrant·es qui refusent la décision, devançant à cette occasion le travail de maintien de l'ordre. Lama Faché, une cabane sur la route, est démonté. Certain·es le reconstruiront plus loin. Depuis l'Assemblée de lutte qui ne représentent plus qu'une partie, certes sans doute majoritaire des occupant·es et des gens en lutte, tente de négocier.

Pour maintenir l'unité, les idéologues de la composition auront rompu l'unité de ceux et celles pour qui cette lutte visait autre chose que conquérir une ferme ou un champ négocié avec l'Etat. Comme quoi cette lutte nous aura rappelé que les « Amis » ne sont pas forcément des amis, les COPAIN pas forcément des copains.

Tout cela nous aura remis également en mémoire qu'une forme ne peut à elle seule assurer une horizontalité. Certain·es qui ont pourtant toujours détesté les Assemblées les ont investies. Non pour les potentialités de liberté et d'auto-organisation qu'elles pouvaient offrir, mais au contraire pour les logiques de gouvernement, de contrôle et de soumission qu'elles pouvaient ici promettre. Si nous restons pour notre part attaché aux Assemblées, c'est pour de toutes autres raisons : nous coordonner, pouvoir exposer les jeux de pouvoir de bandes ou de groupes, éviter de nourrir les postures narcissiques de groupe, etc. Bref pour leur potentialité anti-autoritaires.

La composition est à l'auto-organisation ce que les chaînes sont à la liberté. Nous avons pour notre part toujours défendu les associations d'individus dans des assemblées de lutte, des collectifs, contre la composition stratégique entre organisations ou bandes. Nous sommes de ceux et celles qui ont toujours refusé de cosigner des textes avec des organisations, et pas seulement « *politique* ».

L'empilement d'acronymes n'est pas une identité et une force autonome, mais n'exprime au contraire que la soumission à des états-majors. C'est un peu comme s'il y avait une inquiétude à la décomposition de la gauche, qui n'a jamais été qu'une facette de la soumission, qu'il faudrait aider à remettre sur pieds, voire y

participer. Composer, c'est jouer un rôle, se grimer en vue d'élaborer un front large. C'est bien porter ses activités à partir d'une approche essentiellement stratégique et non d'un rapport éthique. Et surtout, tout cela ne produit que dé-
possession, et des espaces où chacun et chacune est sommé de suivre la voie déjà tracée, plutôt que de chercher à nouer des complicités et construire du commun sans taire les divergences et les réalités personnelles différentes. Composer c'est pour l'essentiel renouer avec la vieille tradition Politique dans ce qu'elle a de plus sordide.

Aujourd'hui cet appareil idéologique de milieu semble avoir pris comme une fièvre. Des assemblée de luttes sur les demandeurs d'asile peuvent recevoir une sénatrice EELV jadis alliée de Valls à visiter ses squats, des collectifs anti-rép-
ression penser à informer une union locale CGT qui avait condamné les casseurs en 2016 de ses activités, la Maison de la grève accueillir Houria Bouteldja, des mem-
bres du cortège de tête parisien protéger des locaux d'Emmaus, complice de la machine à expulser... Il faut dire que pour d'autres ça fait déjà quelques temps qu' « *élu·e·s des territoires qu'ils et elles habitent* », jeudi ça peut être zbeul, et le lundi Conseil Municipal.

Ce que l'idéologie de la composition répand c'est une discipline de milieu privilé-
giant les liens avec la gauche syndicale, politique et associative à toute radicalité effective. Le spectacle ritualisé de l'action directe sous contrôle servant tout au-
tant à assouvir les pulsions activistes et les affects guerriers qu'à entretenir une image faussement insurrectionnelle. Le spectacle de la contestation plutôt que la contestation du spectacle.

Comité El Condor passa, Caen, mars 2018.



Prise de parole à l'assemblée des usages du 16 Avril 2018

On a beaucoup entendu parlé de nous à la dernière Assemblée des Usages (celle du samedi 14 avril). Alors en tant qu'autre composante de la lutte (!), on est venu.e.s parler en notre propre nom.

« On » c'est des personnes qui faisons partie de la désormais célèbre catégorie « *les soutiens de l'extérieur* ». Celle qui n'est pas invitée à l'assemblée des usages à prendre des décisions. Parce que comme beaucoup de gens ici, on ne vit pas sur la zone tout le temps. Et comme beaucoup de gens ici, ça fait des semaines, des mois, des années qu'on vient, qu'on habite pendant des périodes plus ou moins longues sur la zad, qu'on passe du temps dans les structures de la zad (radio, medic, legal), qu'on investit de l'énergie et des moyens matériels pour participer à (feu?) la lutte contre le monde qui va avec l'aéroport.

On a mis du temps à vous écrire.

Parce que ces derniers mois, on était éparpillé.e.s dans différents coins de France, un peu isolé.e.s avec nos incompréhensions, nos questions et nos colères par rapport à ce qu'on perçoit de la situation sur la zad.

Parce que depuis une semaine, c'est l'urgence de l'opération militaire sur la zone, et que prendre le temps de se retrouver pour discuter et écrire entre en compétition avec dormir, faire à manger, bouffer du gaz lacrymogène ou des grenades assourdissantes, faire de la medic, aller soutenir les potes au tribunal, faire de la radio, accueillir des gens, tenir des barricades, prendre du temps avec des gens pour parler de ce qui se passe pour les un.e.s et pour les autres.

On vous écrit parce qu'on sait que les derniers mois on été compliqués. On sait que vous avez eu plein de discussions interminables, des doutes plus ou moins grands sur ce que vous êtes en train de faire, des moments de tensions avec des camarades et des ami.e.s, et beaucoup de désaccords.

On n'est pas là pour dire comment faire, parce qu'on n'a pas de solution magique. Et on s'est dit que ça valait le coup d'ouvrir le champ des propositions, de sortir de la binarité : « *on a tou.te.s le même discours* » ou « *on ne peut rien faire ensemble* ».

Mais on vous écrit parce qu'on est super venter de ce qui est en train de se passer. On est venter de ce en quoi la zad est en train de se transformer. On est venter des prises de pouvoir qu'on perçoit de là où on est. On est venter de la violence des keufs, de l'État et de la préfecture. On est venter que des gens soient arrêté.e.s, blessé.e.s et mutilé.e.s par centaines. Et on refuse que ce soit pour défendre une zad de quelques projets agricoles.

On vous écrit pour vous dire que pour nous, ce qui se passe est inacceptable
... la violence de l'État et de la police est inacceptable. Leurs grenades, leurs blindés, leurs flashballs. Pas la violence des barricadières qui se battent au risque de perdre un bras, un œil, un pied ;

... les communiqués de presse signés du mouvement, où il n'est question ni de solidarité avec les expulsé.e.s, ni de prise de position contre l'État et les flics, sont inacceptables. Surtout ceux qui condamnent les expulsions de lieux parce que celui là est un projet agricole prêt-à-être-déposé ou celui-ci la maison d'une des représentantes des occupant.e.s dans la délégation intercomposante. Ya des crachats qui se perdent.

... les composantes comme le CMDO qui ne s'assument pas en tant que telle et qui font semblant de ne pas exister pour pouvoir mieux agir dans l'ombre, sont inacceptables ;

... le recours aux arguments de « *vie normale* » pour s'opposer aux expulsions est inacceptable. La promotion d'une zone qui serait un environnement « *sûr, ni zone de non-droit ni contre-société, sur laquelle vive des enfants déclarés, fréquentant les écoles ou les garderies des bourgs alentour* » (Communiqué des parents de la Zad de Saint Jean du Tertre) est inacceptable ;

... l'unité à tout prix est inacceptable. Celle défendue par la logique des composantes qui accusent toujours les mêmes composantes de ne pas composer. Celle qui pousse vers des positions toujours plus réformistes. On était là en 2012. Et même avant. On se souvient qu'à l'époque l'ACIPA avait exigé publiquement le retrait des forces de l'ordre. On se rappelle que les occupant.e.s refusaient que des personnes identifiées nous représentent et que ça a valu pas mal de prises de tête avec les autres organisations du mouvement. On se souvient aussi que les réponses aux journalistes étaient des prises de parole collectives (et souvent masquées!) pour lutter contre l'individualisation et la personnalisation du mouvement.

... l'absence de clarté sur ce qui se passe ici est inacceptable. Est-ce vraiment encore une lutte ? Parce que de notre côté, on trouve inacceptable de demander à des dizaines de milliers de gens de faire des milliers de kilomètres pour venir ici, apporter du matériel, mettre leur vie et leur intégrité physique en jeu ... pour défendre des terres pour quelques projets agricoles soit disant alternatifs.

On sait aussi qu'ici comme ailleurs ya plein de gens qui continuent à lutter contre le monde dégueulasse dans lequel on vit. A ceux là on veut apporter notre solidarité.

Malgré tout, si on continue à venir, c'est parce qu'on est solidaires ...

... des gens qui ont été expulsé.e.s de leurs cabanes, que ce soit par le mouvement d'occupation sur la D281 ou par les keufs.

... de ceux qui développent des projets agricoles en dehors des normes étagées d'hygiène et de sécurité (et certainement pas avec ceux qui pucent leurs brebis), avec ceux qui développent des projets non-agricoles, et avec ceux qui n'ont pas de projets du tout.

... de ceux qui construisent de l'expérimentation sociale et collective. D'ailleurs on aime le mot collectif et on se demande bien pourquoi il est désormais quasiment systématiquement remplacé par le mot commun dans tous les textes et appels à chantiers. On se demande aussi pourquoi les usages ont remplacés le mouvement ? La gestion foncière aurait-elle remplacé la lutte ?

... de ceux qui portent la conflictualité comme une force de lutte. Parce que ne pas être d'accord et s'engueuler c'est pour nous beaucoup plus intéressant que de produire un discours commun et unitaire qui écrase les voix discordantes au passage.

... de ceux qui ont fait des compromis jusqu'à maintenant : ceux qui n'ont pas attaqué les flics malgré leur présence sur la D281 depuis des mois, ceux qui ont démonté leurs cabanes sous la pression du mouvement, ceux qui ne voulaient pas des négociations avec la préfecture mais qui y sont allées quand même ;

... de ceux qui se sont fait écraser au nom de l'unité et de la composition à coup de stratégies d'intimidations, de mépris, de menaces verbales et physiques, et même parfois de coups, de blessures et d'utilisation de l'institution psychiatrique. On est solidaires avec tou.te.s ceux qui sont parti.e.s à cause de ça.

On est solidaires de ceux qui luttent contre les normes de vie imposées par un

système hétéropatriarcal, raciste validiste et capitaliste, de ceux qui luttent contre la police et contre l'État français. Et on se permet de croire que ce sont aussi les raisons pour lesquelles des messages de solidarité arrivent du monde entier, de Palestine, du Chiapas, de Turquie, des États-Unis, ...

Nous en tous cas c'est pour ça qu'on est là. Pas pour gagner une tranquillité et une normalisation de nos vies sur des terres gratis. Nous avons vu de grandes différences de stratégies et de visions politiques dans cette assemblée des usages. Et nous ne voulons pas que certaines soient écrasées au nom de l'unité.

Les ruptures ne sont pas forcément définitives et peuvent constituer une force. La composition comme certain.e.s disent, ce n'est pas forcément une unité qui aboutit au réformisme. La composition, ça peut très bien être que l'assemblée des usages exigent le départ des forces de l'ordre et la fin de l'occupation militaire, même si tou.te.s ne sont pas d'accord et que certain.e.s auraient préféré rencontrer la préfète. Pourquoi ne pas assumer une coexistence conflictuelle ?

Des ami.e.s d'ici, des ami.e.s d'ailleurs.



Un autocollant qui circule...

Lettre de compassion aux signataires des C.I.

Publié sur indymedia nantes le 20 avril 2018

Ceci est un message sincère adressé à toutes celles et ceux qui ont l'intention de remplir des conventions individuelles.

À vous qui êtes prêt.e.s à assurer votre avenir sur la ZAD. À vous qui acceptez de vous soumettre à l'injonction de Mme la pré-fête par l'envoi de conventions individuelles afin de pouvoir cultiver vos champs ou votre petit jardin, d'élever vos petits poulets (avec des aliments biologiques) et vos petits enfants dans un monde apaisé, nous tenons à vous apporter tout notre soutien.

Ces derniers jours vous avez subi un grave traumatisme: grenade, manque de sommeil, agressions diverses et permanentes dues au barbarisme du pouvoir, de quoi en perdre espoir et raison !

Parce qu'il est très difficile de se renier soi-même et de lâcher le mouvement au moment le plus violent de la lutte, faisant fi des milliers de soutiens, dont vous représentiez l'espoir vers un avenir meilleur. Parce qu'il va être très difficile pour vous de trouver votre place dans ce qui faisait la ZAD, sans doute avez vous des doutes quant à votre capacité à trouver une place possible sur ce territoire à défendre. Sans doute que renier vos idéaux passés va vous fichier un sacré coup de vieux ! Peut être n'allez vous jamais pourvoir vous en remettre, ce qui serait bien compréhensible: un tel niveau de trahison et de renoncement, ce n'est pas anodin ! Nous sommes très triste de vous avoir perdu, car vous ne serez plus jamais crédibles dans aucune des luttes à venir. Vous voici donc alors complice du pouvoir et traîtres envers vos frères et soeurs.

Surtout, n'essayez pas de vous donner bonne conscience en pensant que se mettre à genoux devant la pré-fête facilitera le développement de projets collectifs et solidaires. Cette solidarité là, vous savez ce qu'elle vaut et sans doute ou la mettre... N'oubliez pas de tirer la chasse !

Votre vie passée est morte, à partir d'aujourd'hui, il ne vous reste plus pour

tenir, que l'apitoiement sur vous même et votre silence face aux inconnu.e.s vis à vis de votre dernière trahison.

Nous espérons, il va sans dire, un très grand succès à l'envoi massif de fausses déclarations individuelles, afin que celles-ci noient les vôtres, et vous permettent de vous en sortir sans trop de bobos.

En réalité, nous tenons à vous et nous pleurerions de vous perde.



Paru dans le Zadnews

Contre les lèche-bottes et leur monde

Publié sur indymedia nantes le 21 avril 2018

Alors que je m'apprête à venir rejoindre mes amis et mes camarades à la ZAD, et que, comme beaucoup à travers la France, je suis l'évolution de la situation derrière mon écran et dans les journaux, je suis désagréablement frappé par les discours que j'y lis, que j'y entends. Ce sont toujours les mêmes « *porte-parole* » plus ou moins auto-désignés, tenant toujours les mêmes propos : l'État, malgré la sincère volonté de négociation du « *mouvement* » soi-disant uni, bafouerait ses promesses, par exemple (comme par hasard) en expulsant les Cent-noms, collectif « *agricole* » - et maison de certains des chefs du Comité pour le maintien des occupations (CMDO). Ces propos, maintenant plus que jamais, il faut en faire une critique politique.

Le jeu de l'État depuis quelques mois est (comme à son habitude) de diviser les occupants en deux camps, opposables entre eux, les « *bons* » qui donneraient des gages (« *nettoyage des routes* ») et déposeraient des projets agricoles « *individuels* » ; et les « *mauvais* » qui ne sont, apparemment, que des « *branleurs* » (« *Michel* » à radio-France-info, le 9 avril). Or, au lieu de dénoncer ces grossières manœuvres, et de faire preuve de ce qu'on appelait autrefois la « *solidarité* » (on consultera au besoin un dictionnaire du XXe siècle), un bon nombre de ceux désignés comme « *bons* » se sont empressés de se soumettre à toutes les injonctions de la préfète et autres. Et, bien évidemment, plus on obéissait à ces injonctions, plus de nouvelles injonctions étaient formulées. L'exemple désormais connu du « *nettoyage* » de la D281 est encore dans toutes les mémoires : on a d'abord exigé que soient détruites quelques constructions, puis rapidement toutes les constructions, puis il y a eu une présence policière permanente « *pour accompagner les travaux de réfection de la chaussée* », etc. À chaque étape s'illustraient un certain nombre d'individus, qui par ailleurs pour nombre d'entre eux étaient membres de l'organisation politique ayant confisqué l'essentiel du pouvoir (mainmise sur les outils de communication, monopole des rapports avec les autres « *composantes* », création d'une « *assemblée des usages* » bidon où tout est prêt à l'avance, etc.) : le CMDO.

En fait, il était question de prouver à l'État qu'ils étaient capables de maintenir l'ordre eux-mêmes.

Alors a eu lieu la première « *trahison* » de l'État : les « *opposants* » qui pourtant pensaient avoir tout prévu pour leur intégration (avec un organigramme institutionnel complet), n'ont même pas été invités aux négociations sur la gestion future des terres ! Quelle humiliation pour ceux qui voulaient, à n'importe quel prix, s'intégrer à la gestion bureaucratique et devenir les relais de l'État !

Mais, au lieu de tardivement prendre conscience de leur rôle abject et de l'évidence que ce rôle ne pouvait que se retourner contre eux, nos braves aspirants-gestionnaires ont néanmoins redoublé de lèche-bottisme, et ont déposé des projets agricoles en urgence pour ne pas voir expulser leurs maisons, sans plus faire mine de se soucier des autres occupants (les « *branleurs* »). Dès lors, toutes les soumissions à l'ordre bureaucratique que par ailleurs on prétendait combattre sont bonnes : un autre chef, Delabougliisse, le porte-parole de Copain44, a ainsi précisé mardi 10 avril en conférence de presse que « *les brebis venaient d'être pucées* » par les habitants des Cent-noms. Semblant ignorer (mais ne l'ignorant pas) tous ceux qui luttent encore contre le puçage des brebis, et en général contre les normes agricoles (et qui sont très attentifs à ce qui se passe à Notre-dame-des-Landes), il témoigne de la volonté désespérée de s'intégrer à tout prix à l'appareil bureaucratique, en donnant tous les gages imaginables de soumission complète. Et il va même jusqu'à s'excuser de ne pas pouvoir « en deux mois proposer un projet parfait ».

L'inénarrable Julien Durand (Acipa) a finement suggéré une solution dans Presse-Océan du 9 avril, c'est à dire en plein pendant les attaques des gendarmes : « *On encourage vivement les habitants de la Zad à déposer des projets individuels pour obtenir une relative levée d'inquiétude [sic] sur l'ampleur de l'opération d'expulsion [sic].* » Tout est dit : quoi qu'il arrive, à présent qu'il n'y a plus d'aéroport, il faut liquider le mouvement d'occupation, gaz lacrymogènes ou non.

En résumé, « *depuis le début de la discussion avec la préfecture, on a été bluffés totalement.* »

« Alors là, ils sont forts, parce qu'ils nous ont eus, on a cru au dialogue, à l'apaisement et aujourd'hui ils nous répondent par la violence », pleurniche « Willem » dans Ouest-France le 10 avril. Naïveté ou crétinisme ? Je ne peux trancher.

D'autre part, si les Cent-noms (entre dix autres maisons, rappelons-le même si c'étaient des maisons de « branleurs ») ont pu être attaqués, évacués et détruits dès le premier jour de l'opération des gendarmes, c'est bien avant tout parce que la route D281 (qui y mène) avait été abandonnée, sous la pression, entre autres, de certains habitants des Cent-noms eux-mêmes ! Un enfant de cinq ans découvrant le jeu d'échecs n'aurait pas fait une telle erreur tactique. On s'indigne de la violence (« illégale ») des gendarmes alors même qu'on leur a soi-même déroulé un tapis rouge, en écrasant les récalcitrants au passage.

Et pourtant, devant les ruines fumantes de sa maison, un des habitants, au lieu de tirer les leçons de sa veulerie, pleurnichait encore, accusant l'État de ne pas avoir « le respect de la valeur-travail [sic] » (« Michel » à radio-France-info, le 9 avril). Il semble nécessaire, hélas, de rappeler que la plupart des occupants tâchaient et tâchent toujours de lutter contre le travail et l'exploitation. Que certains aujourd'hui fassent l'apologie du travail dans la presse, c'est le comble de la saloperie.

Dans le cadre de la répression des luttes, il est assez banal que l'État essaie d'intégrer certaines fractions particulièrement arrivistes ou ambitieuses, pour encadrer le reste et miner la lutte ; et il est bien rare qu'il ne trouve pas des candidats (syndicalistes, « leaders » étudiants, etc.). À la ZAD, ç'aura donc été le CMDO, en plus de l'Acipa/Coord et de Copain (un tel comportement étant évidemment bien plus attendu pour ces dernières structures ouvertement réformistes et co-gestionnaires).

Pourtant, malgré les marques les plus délirantes (et évidemment dangereuses) de soumission, l'État n'a pas voulu d'eux ! Peut-être parce que, disposant de toute façon par ailleurs de relais bien rodés (p. ex. Acipa), l'État a voulu marquer qu'une frontière symbolique ne pouvait être franchie : celle de la propriété. Ou, plus exactement, que l'État ne cède pas la propriété d'un bien (d'une terre) par la négociation ; et par le rapport de force, très rarement. Ce serait de sa part reconnaître que le sacro-saint principe de propriété, pilier indispensable du

capitalisme, n'est en dernière analyse qu'un vulgaire bout de papier. Mais doit-on s'émouvoir du sort de ceux dont les espoirs odieux sont ainsi réduits à néant ? Le CMDO est seul responsable de ce qui lui arrive, et il est inutile de verser des larmes sur sa pitoyable déconfiture.

En revanche, il convient de continuer à soutenir celles et ceux qui, loin des caméras, des conférences de presse et des tables de négociations de la préfecture, luttent, non plus certes contre l'aéroport, mais contre « *son monde* » que certains ont opportunément oublié.

En tous cas, de pleurnicherie en léchage de bottes, nous voici passés d'une situation où l'État, acculé à l'échec par la lutte, devait renoncer à un projet d'infrastructure considérable, à une situation où les opposants eux-mêmes, au nom d'une « *union sacrée* » dont on connaît pourtant les mécanismes, ont réalisé une partie du travail de leur propre expulsion.

Il est vital de continuer à s'opposer, à la ZAD et partout ailleurs, à la répression brutale de l'État ; mais pour ce faire il est indispensable de tirer les leçons politiques de ce qui s'est passé à la ZAD ces dernières années et plus encore ces derniers mois, sous peine de reproduire, encore et toujours, les mêmes erreurs, et de tolérer, encore et toujours, les mêmes prises de pouvoir et les mêmes coups de poignard dans le dos.

Heureusement, certains sont encore là qui résistent sérieusement et avec une détermination remarquable. Puissent-ils faire reculer pied à pied l'État - et ses sbires, actuels ou en devenir.

Un camarade lointain.



Signe ton formulaire et ferme ta gueule

Publié sur indymedia nantes le 23 avril 2018

Hola Compas !

Nous t'écrivons pour te tenir au courant de ce qui se passe sur la Zad de Notre Dame des Landes, une zone qui depuis des années veut se libérer de l'emprise de l'état sur les décisions des individu.e.s et des collectifs et cherche comment vivre et s'organiser. S'il y a eu une infinité d'expériences comme gérer le quotidien et les conflits sans autorités et règles étatiques, et qu'une cohabitation de logiques très diverses étaient possible grâce à la taille géographique de la zone qui promettait, dans une certaine mesure, de s'organiser à sa manière sans s'imposer aux autres ; la dégradation de la situation s'accélère rapidement !

Après que l'état ait abandonné le projet de l'aéroport qui réunissait des citoyen.ne.s et des subversi.f.ve.s dans une lutte face à un ennemi commun, il cherche maintenant toutes les raisons pour détruire cette zone qui échappe à son emprise. Comment croire qu'un état pourrait tolérer sur « *son territoire* » des endroits qui nient, par leur existence, la légitimité des lois qu'il impose.

Plus de 90 lieux coexistaient avec des conflits entre eux et tendaient à trouver des solutions.

Aujourd'hui, certains choix et décisions prises ne peuvent plus cohabiter. La zone en tant que totalité a perdu sa négation du pouvoir de l'état.

L'état français a donné un ultimatum aux occupant.e.s de la zone pour remplir des fiches individuelles de légalisation de projet agricole jusqu'au 23 avril 2018. Avec à la clef une menace d'expulsion si ces fiches comprenant les terres de la zone n'étaient pas remplies et rendues. Il a souligné cette menace en commençant à détruire une trentaine de lieux dans la partie Est de la zone (principalement dans celle non-motorisée).

Beaucoup de gen.te.s utilisent l'argument de l'urgence pour sombrer elleux-même dans une logique de diplomatie et de paternalisme. Ielles se permettent de

renforcer à l'intérieur de la zone des mécanismes autoritaires au travers d'attitudes manipulatrices pour faire ce qui leur paraît juste tout en prétendant agir pour le « *bien commun* » sur la zone. Le phénomène va aussi loin que certain.e.s occupant.e.s ont décidé de signer des fiches qui incluent les terres et lieux d'habitation des gen.te.s qui elleux refusent de faire légaliser « *leur* » lieu de vie, leur projet, leur quotidien ! Ces fiches ayant parfois été signées dans leur dos, sans aucune consultation.

Il suffit de quelques personnes ou collectifs prêt.e.s à marchander avec l'état pour que celui-ci, avec ses mécanismes d'intoxication médiatique, puissent faire un tri, entre ses citoyen.ne.s qu'il prétend protéger et les « *criminelle.s* » qu'il se devrait de réprimer au nom de la sécurité et du bien-être de sa population. N'est ce pas une hypocrisie totale de prétendre sauver une zone du joug de l'état en imposant la légalisation à toutes celles et ceux qui considèrent les lois et l'autorité comme deux facteurs majeurs de leurs oppressions ?!!

Pire que cela : prétendre agir en tant que collectif incluant toute la zone alors que les occupan.te.s / habitant.e.s des lieux déjà détruits ne sont même plus ni pris.es en compte, ni concerté.e.s après l'expulsion et la destruction de « *leur* » lieu. Et que le refus de négocier et de signer des groupes et des individu.e.s est piétiné et ignoré !

Prétendre protéger la lutte contre l'aéroport ET son monde en devenant propriétaire ou responsable légal est absurde ! La croyance en une victoire bureaucratique est sidérante. On a toujours vu des organisations institutionnelles tenter de récupérer des combats, ce mécanisme est désormais interne à la ZAD. Croire pouvoir signer des contrats et faire ce qu'on veut derrière est illusoire. Comment pouvoir croire gagner un jeu dont les règles sont écrites et constamment modifiées par nos adversaires ?

Contrairement à certain.e.s légalistes, nous n'allons pas imposer nos choix aux autres. Mais il serait bien que tou.te.s ceux qui croient pouvoir gagner de la liberté en se soumettant aux conditions de leurs oppresseurs soient conscient.e.s du fait qu'elles légitiment encore plus la répression contre ceux qui refusent de négocier avec les autorités.

Même parmi les signataires, les idées, les raisons sont nombreuses et diverses. Certain.e.s espèrent que ce soit une sortie de secours pour ne pas perdre les lieux de la zad et continuer à créer et expérimenter des modes de vie. D'autres, de récupérer des terres de manière délibérée. D'autres encore, culpabilisent des personnes dubitatives en invoquant un processus de signature collectif qui serait entravé par d'éventuels refus de signature.

En effet, les cabanes et jardins peuvent être détruites parce que l'état détient la puissance militaire pour anéantir des structures physiques et matérielles et pour tuer. Donc une grosse partie des problèmes est là : sauver des idées au risque de perdre des espaces ou sauver des lieux en perdant ses idées.

Compa ! Ce ne sont pas les lieux qui nous font vivre mais nous qui faisons vivre les lieux. Donc même si les autorités internes ou étatiques rongent les espaces, il reste de l'espoir : les luttes contre TOUTE forme d'autorité sont toujours présentes ici à travers de nombreux groupes et individu.e.s. Les ami.e.s du pouvoir peuvent bien essayer de faire croire le contraire. Nous ne sommes pas dupes, à nous de les contrer !

Solidarité aux 4 copa.in.e.s incarcéré.e.s, aux autres et aux personnes coffrées.

Contre tous les placards !

D'innombrables occupant.e.s intemporelles et déterminé.e.s

PASSE À L'EST
Jeu GN face aux GM

Eviter les files
Traverser la frontière invisible
pour aller retisser la toile de l'araignée
Venez équipé.e.s pour braver l'interdiction
et réapprovisionner la forêt magique

29.04.18

A la ZAD de NDDL RDV Samedi 28 à 18h pour un 1er briefing au hangar d'escalade à la Grée

L'Ancre Noire a été expulsée

Rien n'est fini, tout commence

Publié sur indymedia nantes le 24 avril 2018

L'Ancre Noire a été expulsée dans la foulée pendant la « trêve » que la délégation de l'assemblée des usages (organe du pouvoir bureaucrate sur la zad) a mendié à la Préfecture la semaine dernière, en échange de quelques formulaires legalistes ; les mêmes que les sbires de l'État tendaient à la main des arrêté.e.s de la semaine dernière, en guise de la blague de mauvais goût qui devient de plus en plus une réalité – « *ce papier est le prix qu'on donne à ta liberté* ».

L'État, on sait bien ce que c'est et ce que ça fait aux gens et espaces qui nient son emprise, depuis le début de son histoire. Les rebelles, dont ces gens et ces espaces (dont quelques fois représentent aussi des nouveaux ou anciens États), ont une aussi historique tendance à s'affronter, à poser des conséquences face aux offensives de l'État jusqu'à son effondrement, ou jusqu'à leur disparition ou assimilation.

Du coup, en parlant d'assimilation, on tient à dire que cette assemblée des usages et ses délégations font partie du dégradant spectacle institutionnel qui se déroule sur la zad depuis au moins un an, depuis la reddition progressive de la route des chicanes (chantiers de "nettoyage autogérée" de Mars et Décembre 2017, et chantier de la DDE avec occupation policière légitimé par l'AG des usages de Janvier à Mars 2018), depuis le comité de médiation pour l'abandon de l'aéroport (Octobre 2017 – Janvier 2018) jusqu'aux actes de torture le soir du 20 mars proportionnés à un ami à nous par les mains et coffres de bagnole de certains enfants de Toni Negri (suite à un symbolique et sympathique sabotage de la route fraîchement restaurée), quelques repentis basés sur zone et organisé.e.s sous la bannière du CMDO à la zad – et plus généralement dans le parti imaginaire français – qu'on appelle ici à se dissocier et bannir définitivement de tout espace dit « libéré », « occupé » et « auto-organisé » – dans la région, dans l'État Français, et internationalement. A son temps, ces noms et ces faces seront mis (encore plus) à publique, pour dissuader des autres coups à la bolchevique dans le futur.

On fait appel ici aux camarades des espaces se déclarant antagonistes, partout dans l'État Français et ailleurs, à ne plus héberger et s'organiser avec des telles personnes, meneurs d'une institutionnalisation fracturante dans le mouvement révolutionnaire, et d'actes d'agression de teneur corporative – de collaboration avec les intérêts répressifs et politiques de l'État.

On tient aussi à dire qu'en début Février, les occupant.e.s de l'Ancre Noire se sont définitivement dissociés de la zad institutionnelle quand les discussions pour une « envisageable » demande de légalisation des terres périphériques de la zad ont évoqué le squatt. En la considérant à la fois comme foyer de beaucoup d'ami.e.s, on peut définir maintenant la « ZAD » comme une institution en plus à renverser, et un territoire en plus à libérer, avec ses logiques de pouvoir et oppression structurelle.

On préfère tenir une existence comme des individu.e.s libres et sauvages en perpétuelle tension envers le pouvoir, tout pouvoir, soit là d'où on vient, de là ou on va, et surtout, de là ou on est.

Toute notre solidarité aux enferm.e.s par l'État Français depuis le recommencement de la conflictualité à la zad ... See you in the barricades?



Un autre autocollant...

Communiqué des sans fiche

Publié sur indymedia nantes le 24 avril 2018

Le jeudi 19 Avril, certain-es d'entre nous ont été informé-es tardivement, voir par hasard, qu'une réunion était appelée au Camps des Cheveux Blancs. L'ordre du jour était : discuter de l'état des négociations après le refus de la COP globale par le gouvernement. Il s'agissait encore d'une énième dernière tentative d'arracher une gestion collective de la zad, cette fois-ci grâce à un dépôt de fiches de projets individuels, nominatifs mais inter-dépendants.

Certain-es d'entre nous ont préféré ne pas ou ne plus adhérer à ces « *pirouettes* » et nous nous réunissons aujourd'hui pour tenter d'expliquer pourquoi. Pour une partie, la négociation avec l'État n'a jamais été acceptable. D'autres, initialement relativement optimistes ont progressivement perdu toute confiance et enthousiasme ces dernières semaines et mois...

De plus, ce nouveau lâchage de lest a été présenté de telle sorte qu'il fallait que le « *consentement* », que le consensus des signatures individuelles soit total. Si un lieu refusait cela bloquait tout. Nous avons rejeté et cet ultimatum et ce paradoxe de consentement forcé. Nous prenions position : que notre refus de dépôt de projets ET signatures soit clair et respecté, mais pour ne pas faire barrage au processus, il n'y avait pas de veto.

Tous-tes refusons des pratiques jugées autoritaires, de chantages jouant sur la peur, d'imposition de logiques d'urgence, de lobbying etc, que tout cela vienne de l'intérieur ou de l'extérieur de la zone.

Nous n'acceptons pas que certain-es fassent abstraction de personnes luttant au quotidien contre les normes, qu'elles vivent ici ou ailleurs. Ni que d'autres en situations irrégulières puissent se retrouver muselées.... bien que parrainées.

Nous refusons de nous inscrire dans l'état de droit, collectivement et individuellement.

Nous comprenons ou imaginons bien que certain-es tentent des « *petites histoires* » légalistes, pour soit gagner du temps, ou re-re-regagner la solidarité d'autres composantes.

Mais ici, au vu et déroulé de ces dernières semaines et mois, tout ceci est devenu futile sinon nuisible à nos yeux. On ne se reconnaît pas/plus dans cette stratégie molle.

Même dans le Meilleur Des Mondes, ces projets acceptés mèneraient à la longue très certainement vers le pire : une normalisation qui légitimera untel ou unetelle plus que d'autres à vivre ici.

Enfin, malgré les présentations et les promesses, on a le sentiment que le Légalisme pour Tous ternit d'autres luttes qui elles sont et resteront sans titre, sans chef, sans parcelle, sans frontière...

Merci pour les soutiens, ceux qui viennent et les bonnes énergies.
Une pensée pour tous et toutes nos ami-es blessé-es et/ou incarcéré-es.
Maintenant, débrouillons nous de tous ces « NOUS ». <----- ?



Affiche de Mai 68 par le CMDO (l'original, pas la copie)

Appel à détruire les routes circulantes de la zad hors période d'expulsion.

publié sur indymedia nantes le 27 avril 2018

Ce texte est un détournement de celui publié sur le site de la ZAD intitulé « Appel à laisser circulantes les routes de la zad hors période d'expulsion »

Nous, qui habitons ce territoire et entendons continuer à y rester, croyons que les barricades ont été un des nombreux outils permettant de nous défendre et qu'elles le seront encore en cas d'attaque.

Mais l'important dans la guerre qui nous est faite n'est pas tant la barricade en elle-même que de savoir quand la mettre et quand aller plus loin. Plus important encore est le nombre de personnes qui seront prêts à la défendre et à se mobiliser par d'autres moyens le moment venu.

Les routes laissées libres (et existantes) en dehors des journées d'expulsions font monter grandement le ressentiment au sein de la population locale (et internationale).

Sans le soutien de celle-ci, qui est aujourd'hui rendu extrêmement fragile de ce fait, il nous sera très difficile de gagner les batailles à venir et sans doute impossible de nous projeter ici dans le futur ou de croire le but commun de cette lutte.

Nous pensons que les barricades sur les axes routiers principaux doivent pouvoir être prêtes, permanentes et mises hors du débat avec des économistes démagos de la zone qui utilisent la notion de "moment opportun". #différence d'agenda. Nous proposons donc la destruction des routes comme préalable à toute discussion sérieuse.

La marche à pied des composantes alliées permet de continuer à mettre en oeuvre un soutien public et concret face aux expulsions.

Nous voulons une zone non motorisée car les néo-agricult-riche-ur-s productivistes et autres artisan-e-s capitalistes n'ont pas le monopole de la pensée du blocage des flux...

Les ouvertures de routes (et leurs existences) entravent la possibilité pour nos camarades et nous-même de pouvoir faire nous projeter dans cette zone, de la considérer comme "safe" ou sérieusement révolutionnaire, elles mettent en péril nos futures. Elles entravent nos propre circulations et acheminements les jours où elles ne sont pas nécessaires. Nous remercions toutes les ami.e.s venues nous soutenir sur le terrain et leur demandons de prendre en compte cette analyse de la situation.

Des habitant.e.s de la zad et d'ailleurs.



Illustration utilisée dans la traduction (pour la propagande internationale) d'une interview dans le monde du collectif mauvaise troupe, dont certains membres ont participé à imposer le nettoyage de la D281...

Face aux attaques de l'état et ses relais internes : guérilla sociale anti-autoritaire !

Publié sur indymedia nantes le 01 mai 2018

Suite à un texte publié le 26 avril 2018 sur le site zad.nadir.org et signé « *des habitant·e·s de la Zad* » appelant à débarricader .

Dans le contexte actuel de la Zad de Notre Dame des Landes, à l'heure où des fiches individuelles de projets « *collectifs* » ont été déposées en préfecture afin d'obtenir des conventions d'occupation précaires, à l'heure où les forces militaires sont toujours présentes sur la zone, certain·e·s habitant·e·s appellent (sans concertation) à débarricader les routes (et le font !).

Nous refusons ces pratiques autoritaires et dangereuses.

Alors que chaque jour depuis janvier les forces armées militaires nous expulsent violemment des routes, chemins, champs et bois de la Zad, contrôlent nos allées et venues, nous photographient, filment et fichent depuis leurs drones et hélicoptères ;

Alors que chaque jour des reconstructions sont détruites et le matériel collectif volé et/ou détruit par les forces de l'état ;

Alors que toute résistance est réprimée à coup de grenades GLIF4 et de gaz indéterminés, de flash-ball et de tirs tendus de lacrymo provoquant de nombreuses blessures, que les peines judiciaires s'amoncellent avec leurs lots de fichages, interdictions de territoire, amendes, contrôles judiciaires, peines de prison fermes ou avec sursis ;

Une partie du mouvement d'occupation (d'habitation ?), croît bon d'appeler à « *rendre les routes circulantes* » (parlez en donc à la préfète ou à Macron, c'est bien eux qui envoient les militaires occuper la Zad et ses routes !).

Habiter vient de haber : avoir, posséder et résume bien la teneur de la lutte de certain·e·s : accéder à une propriété d'usage privative des biens communs de la Zad pour le bénéfice de groupes affinitaires et donc fermés (quand ce n'est pas secret).

Dans ce but, recevoir les félicitations de la préfecture est important !

La Zad comme espace de déradicalisation par le travail était une des options envisageables par l'état pour sortir de la crise Nddl. Cette stratégie bat son plein relayée en interne par les ex-radicaux-ales et nouveaux-elles compositionneuse-s (d'une « *théorie* » politique tactique disant, grosso-merdo, « *toutes les alliances sont possibles pour sauver nos acquis matériels* »).

Bien entendu, tout cela ne peut tenir qu'au prix d'une large dissonance cognitive (combattre le capital en signant avec l'état capitaliste en rentrant dans ses cases) abreuvée par une mythomanie collective (on va endormir l'état en se cachant derrière un « *manteau légal* ») et une culture du déni assumée (on s'en fout de ceux que l'on considère comme « *minoritaires* » ou « *n'ayant pas conscience des enjeux de La lutte* », on passe en force et tant pis si le « *processus de prise de décisions est foireux* », excusez-nous encore une fois de plus, on recommencera plus cette fois c'est sûr - même si la dernière fois on a dit la même chose, et les fois d'avant aussi...).

Ainsi, cette pensée politique (le compositionnisme) repose sur l'idée de créer des « *bases arrières* » pour la révolution internationale. Comment pouvons-nous être une « *base arrière* » en pactisant avec l'état et le capital ? Qu'est ce qu'une « *base arrière* » dans la lutte contre la globalisation capitaliste ?

Être dans la lutte anticapitaliste et anti-étatique/anti-autoritaire ou pas, voilà la question !

Les dépôts de projets le confirment : ces projets sont bien compatibles avec l'état capitaliste, avec les félicitations de la préfète pour le travail effectué (tu m'étonnes ! Dynamiter de l'intérieur la lutte contre le monde de l'aéroport tout en faisant le travail de sélection et de fichage à la place de la préfecture, c'est tout bénéf pour l'état!).

Le texte prévoit de mettre des barricades « *seulement au moment opportun* ». Mais qui juge du/des moment.s opportun.s et pour qui ?

Ces habitant.e.s mettent-ielles à disposition les matériaux, outils et engins pour faire ces « *barricades circulantes* » ou laissent-ielles les autres se démerder (au nom de l'autonomie et de l'autogestion, sans doute ! C'est pratique ! Surtout pour

ceux qui oublient la revendication de l'amnistie des actes en solidarité avec la zad et connaissent surtout la solidarité envers leurs propres cercles « *affinitaires* » ou d'intérêts !) ???

Lancer un appel à débarricadage sans même consulter ni informer les personnes concernées témoignent de pratiques autoritaires et méprisantes pour toutes les personnes dont la liberté et la sécurité dépendent pour partie de ces barricades. L'occupation militaire est générale (via les forces armées directement (armée, police services de sécurité privés, etc...), ou via la guerre économique qui exclut les pauvres de certains espaces, les tue en les privant de ressources), la Zad fait partie des espaces en libération des forces de l'état et du capital. Sur zone aussi, la lutte se fait contre les autoritarismes et les oppressions systémiques.

Pour notre sécurité, sur « zone », barricadons, chicanons, et fortifions les routes, les chemins, les champs et les bois. Pour ne pas laisser le capital contrôler nos vies, ne le laissons pas s'approprier les espaces ni gérer les flux ! Organisons nos espaces de luttes et d'offensives, nos chemins de repli à couvert et de contre-attaque, et nos points d'observation et de transmission.

Harcelons les forces armées étatiques partout où elles sont présentes jusqu'à ce qu'elles dégagent !

Désarmons l'état, réquisitionnons ses armes, formons des bataillons !

Dans cette guerre asymétrique, la guérilla sauvage et imprévisible est notre meilleure arme.

Ici comme ailleurs, non à l'occupation militaire !

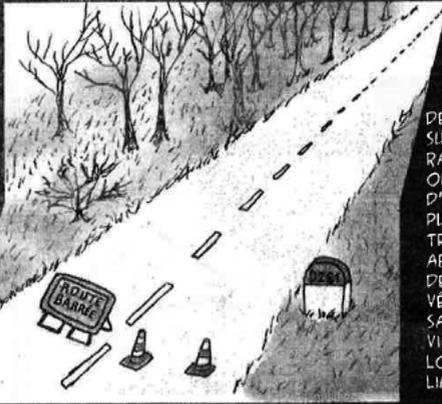
Ni oubli ni pardon pour nos bourreaux !

LA CONQUÊTE, LA
PRISE EN MAIN DE
LA POPULATION
DOIT DONC
COMMENCER BIEN
AVANT QUE NE
COMMENCE
TOUTE FORME
D'ACTION
MILITAIRE.

LE QUADRILLAGE CONSISTE THÉORIQUEMENT À RÉPERTORIER L'ENSEMBLE DES HABITANTS, LEURS LIEUX DE VIE ET LEURS MOUVEMENTS POUR LES SURVEILLER À CHAQUE INSTANT ET POSITIONNER DES UNITÉS MILITAIRES DANS L'ESPACE AFIN DE COUPER LA POPULATION DES MAQUIS.



LA PACIFICATION EST BIEN PRÉFÉRABLE. LORSQUE L'ON PARVIENT, PAR UNE ACTION POLITICO-MILITAIRE HABILE, À DRESSER LES HABITANTS CONTRE LES REBELLES ET À OBTENIR QU'ILS SE DÉFENDENT EUX-MÊMES, PARFOIS QU'ILS LES ATTAQUENT : DANS CE CAS, EN EFFET, NOUS POUVONS RETIRER LA PLUS GRANDE PARTIE DE NOS EFFECTIFS POUR LES PORTER AILLEURS; ET NOUS SAVONS QUE MÊME SI LES REBELLES RÉUSSISSENT UN COUP DE MAIN, ILS NE PARVIENDRONT QU'À AUGMENTER LE RESSANTIMENT CONTRE EUX.

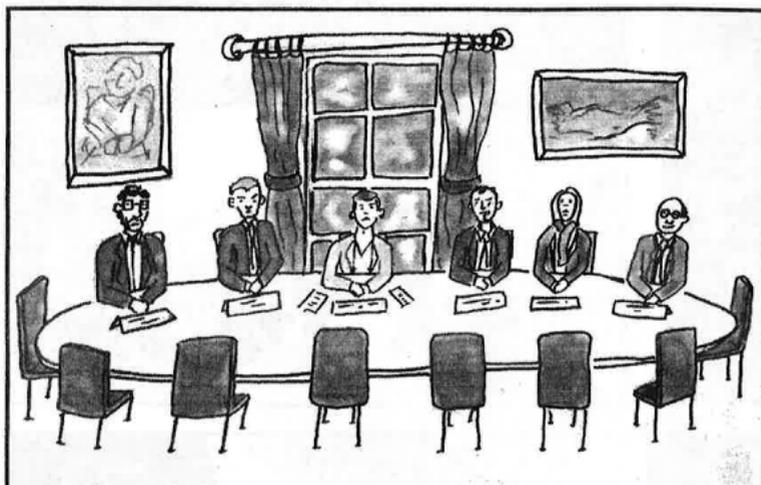


L'ARME PSYCHOLOGIQUE (...) PERMET DE MINER LA DÉTERMINATION DES ADVERSAIRES, DE SUSCITER DANS LEURS RANGS DES COMPLICES OU DES ALLIÉS, D'OBTENIR D'OPINIONS PUBLIQUES APEURÉES ET TROMPÉES LES ABANDONS SOUHAITÉS, DE REMPORTER ENFIN DE VÉRITABLES VICTOIRES SANS RECOURIR À LA VIOLENCE, OU EN LA LOCALISANT ET EN LA LIMITANT.



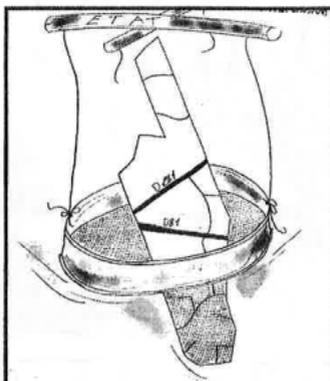
LA POPULATION EST UN MILIEU DE PROLIFÉRATION DE MENACES ET LA MISSION DE L'ÉTAT EST DE "PURGER" LA POPULATION DES SUBVERSIFS QUI S'Y CACHENT, D'ÉDUIQUER LES CITOYENS À RECONNAÎTRE LES "ÉLÉMENTS EXOGÈNES" ET PARMI EUX LES TRAITRES, PLUS DE LES INCITER À COOPÉRER À LEUR PROPRE "IMMUNISATION".

*Tous les textes sont tirés du livre de Mathieu Rigouste : L'ENNEMI INTÉRIEUR



IL FAUT ÉLIMINER
LES CADRES NON
INFLUENÇABLES
ET PORTER VERS
LE POUVOIR DES
ÉLITES TRIÉES SUR
LE VOLET POUR
PRÉPARER LES
NÉGOCIATIONS
DE CESSER-LE-
FEU ET SASSURER
LA MAÎTRISE DU
NOUVEL ÉTAT
SUPPOSÉ
ÉMERGER DU
CONFLIT.

LA FIGURE DE L'ENNEMI
INTÉRIEUR INSTITUÉE PAR LA
DGR* EST INDISSOCIABLE
D'UNE CONCEPTION DE LA
POPULATION COMME MILIEU
VIVANT. UNE IMAGE CIRCULAIT
À CE SUJET SELON LAQUELLE
"LE GUERRILLERO EST DANS LA
POPULATION COMME UN
POISSON DANS L'EAU!" LES
THÉORICIENS DE LA DGR ONT
PROPOSÉ TROIS MODES
D'ACTION ÉTABLISSANT UNE
GRADATION DANS LES
TECHNIQUES DE CONTRÔLE
TOTAL DE LA POPULATION EN
LA DÉMEMBRANT
SOCIALEMENT OU
PHYSIQUEMENT :

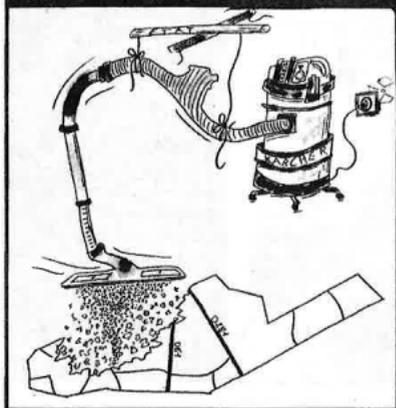


1. FILTRER L'EAU PAR LE QUADRILLAGE.



2. CONTAMINER
L'EAU, PAR LA
MISE EN PLACE
CONTRÔLÉE DE
NOUVELLES
HIERARCHIES
PARALLÈLES.

3. VIDER L'EAU, GRÂCE AUX TECHNIQUES
DE DÉPLACEMENT, D'INTERNEMENT...



NOTE DES AUTEURICES :

BON, NOUS ON AVAIT ENVIE DE MONTRER TOUT
ÇA MAIS AUCUN-E DE NOUS N'HABITE À LA ZAD.
ON SE SENT LIÉ-E-S À CETTE ZONE PAR LES
MULTIPLES ATTACHES À DES LIEUX, À DES GEN-
TE-S QUE LES ANNÉES ONT CRÉÉES AU FIL DES
PASSAGES. C'EST POUR ÇA QU'ON AVAIT ENVIE DE
VOUS FAIRE PARTAGER NOS INQUIÉTUDES ET
PLUTÔT QUE DE METTRE DE L'HUILE SUR LE FEU,
ON AVAIT ENVIE DE VISIBILISER LA STRATÉGIE DE
NOTRE ENNEMI COMMUN : L'ÉTAT. ON NA PAS LA
SOLUTION MAIS ON ESPÈRE QUE ÇA VOUS AIDERA
À V VOIR UN PEU PLUS CLAIR, À PRENDRE DU
RECUIL. EN TOUS CAS, ON RESTE PRÊT-E-S ET
DÉTERMINÉ-E-S À VOUS SOUTENIR DE LOIN OU
DE PRÈS.

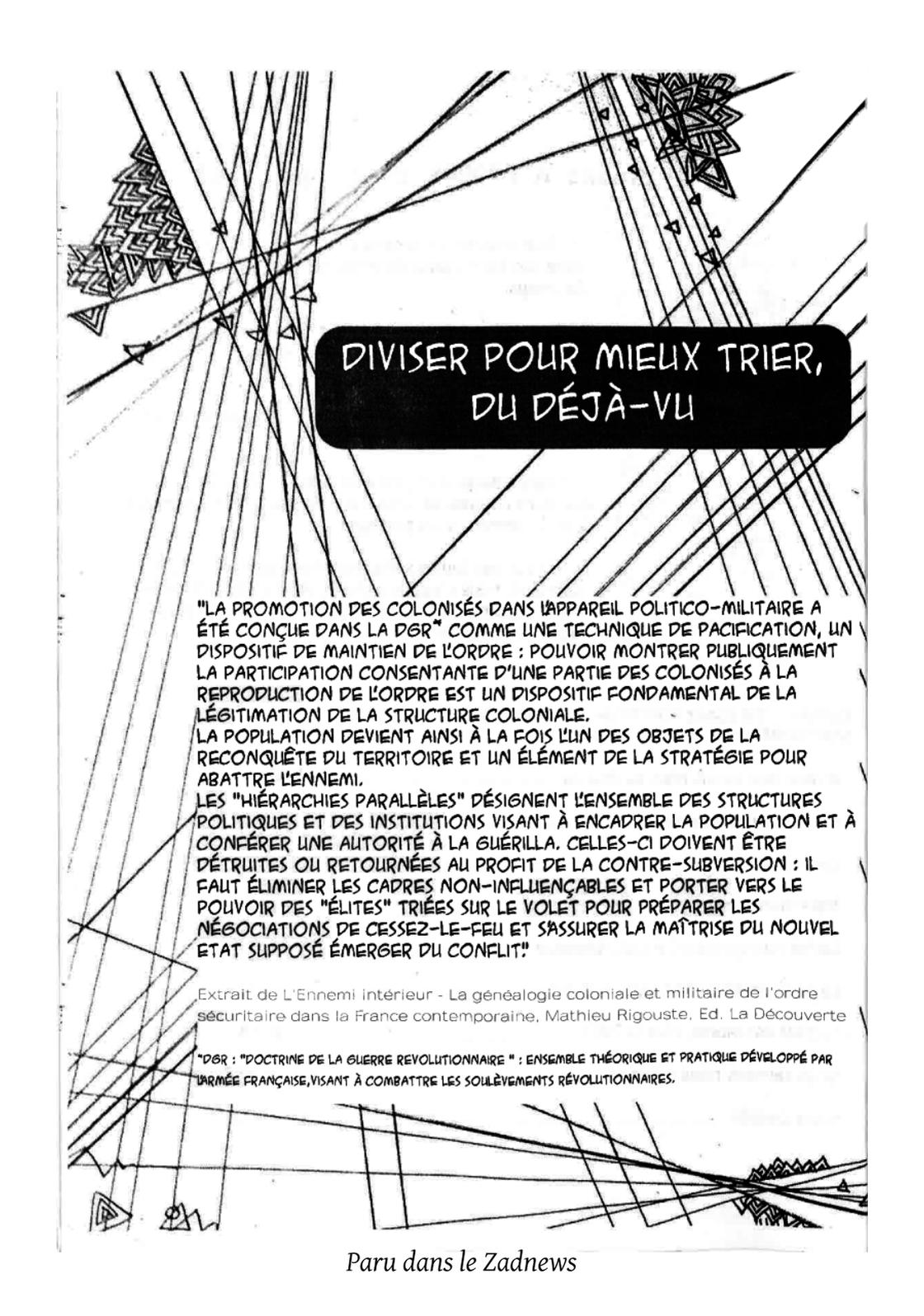
Bibliographie

Des textes qu'on a pas inclus mais qui valent le coup de lire.

- La brochure « *Le mouvement est mort ! Vive...la réforme !* » (février 2018) : <https://nantes.indymedia.org/zines/40146>
- La brochure « *Zadissidences 1* » : <https://infokiosques.net/spip.php?article1549>
- La brochure « *Des dynamiques inhérentes aux mouvements de contestations* » (Mars 2018) : <https://nantes.indymedia.org/zines/42016>
- Un article sur l'expulsion du lieu de vie la Chèvrerie : <https://zadresist.antirep.net/article66-Les-Cornes-de-la-Chevre>
- Un article plus ancien du collectif hors-norme « *À NDDL comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole* » : <https://www.nantes.indymedia.org/articles/39999>
- « *Plus de frangines, plus de frangins* » : <https://nantes.indymedia.org/articles/41261>
- « *Invitation à la solidarité depuis la ZAD de NDDL contre les violences militaires du gouvernement français* » : <https://nantes.indymedia.org/articles/40925>
- « *Censure, repression et babillages politicards en direct de la zad de nddl* » : <https://nantes.indymedia.org/articles/41097>
- « *Une série de témoignages à propos de différents lieux de vie détruits par l'État ces derniers mois...* » (Audio) : <https://zad.nadir.org/spip.php?article5973>
- « *Rouen : anti-autoritaires, round 666* » : <https://nantes.indymedia.org/articles/41209>
- « *Toujours armé.e.s contre le béton* » : <https://nantes.indymedia.org/articles/40544>
- « *Milices sur la ZAD 2, le retour* » : <https://nantes.indymedia.org/articles/40542>
- « *Mais que font les anti-autoritaires* » : <https://nantes.indymedia.org/articles/40583>

Sommaire

2. Édito
6. Résumé partial des épisodes précédents
8. Quelques définitions
9. Chronologie de la 1ère vague d'expulsions
13. Prise de position de la légal team sur les actions de milice à la ZAD
15. Quand Lama fâché, lama cracher !
22. Prise de parole à l'assemblée des usages du 16 Avril 2018
26. Lettre de compassion aux signataires des C.I.
28. Contre les lèche-bottes et leur monde
32. Signe ton formulaire et ferme ta gueule
35. L'Ancre Noire a été expulsée, rien n'est fini, tout commence
37. Communiqué des sans fiche
39. Appel à détruire les routes circulantes de la zad hors période d'expulsion.
41. Face aux attaques de l'état et ses relais internes : guérilla sociale anti-autoritaire !
44. B.D stratégie de l'état et ennemis intérieurs
46. Bibliographie



DIVISER POUR MIEUX TRIER, DU DÉJÀ-VU

"LA PROMOTION DES COLONISÉS DANS L'APPAREIL POLITICO-MILITAIRE A ÉTÉ CONÇUE DANS LA DGR" COMME UNE TECHNIQUE DE PACIFICATION, UN DISPOSITIF DE MAINTIEN DE L'ORDRE : POUVOIR MONTRER PUBLIQUEMENT LA PARTICIPATION CONSENTANTE D'UNE PARTIE DES COLONISÉS À LA REPRODUCTION DE L'ORDRE EST UN DISPOSITIF FONDAMENTAL DE LA LÉGITIMATION DE LA STRUCTURE COLONIALE.

LA POPULATION DEVIENT AINSI À LA FOIS L'UN DES OBJETS DE LA RECONQUÊTE DU TERRITOIRE ET UN ÉLÉMENT DE LA STRATÉGIE POUR ABATTRE L'ENNEMI.

LES "HIÉRARCHIES PARALLÈLES" DÉSIGNENT L'ENSEMBLE DES STRUCTURES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS VISANT À ENCADRER LA POPULATION ET À CONFÉRER UNE AUTORITÉ À LA GUÉRILLA. CELLES-CI DOIVENT ÊTRE DÉTRUITES OU RETOURNÉES AU PROFIT DE LA CONTRE-SUBVERSION : IL FAUT ÉLIMINER LES CADRES NON-INFLUENÇABLES ET PORTER VERS LE POUVOIR DES "ÉLITES" TRIÉES SUR LE VOLET POUR PRÉPARER LES NÉGOCIATIONS DE CESSEZ-LE-FEU ET S'ASSURER LA MAÎTRISE DU NOUVEL ETAT SUPPOSÉ ÉMERGER DU CONFLIT!"

Extrait de L'Ennemi intérieur - La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine, Mathieu Rigouste, Ed. La Découverte

"DGR : "DOCTRINE DE LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE " : ENSEMBLE THÉORIQUE ET PRATIQUE DÉVELOPPÉ PAR L'ARMÉE FRANÇAISE, VISANT À COMBATTRE LES SOULÈVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES.